Accord d'Association UE – Israël stop

Category: International

écrit par jmfouquer | 23 septembre 2024

Plus de 160 organisations européennes de la société civile ont lancé un appel à l'UE et à ses États membres. Elles demandent la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et mette en œuvre les arrêts et les avis de la CIJ. À diffuser !

Appel européen : Suspension de l'Accord d'Association UE – Israël !

Par **collectif d'organisations de la société civile en Europe**.
Le 20 septembre 2024.

Les organisations soussignées appellent conjointement à la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël au vu des violations des droits de l'Homme par l'État d'Israël dans le Territoire Palestinien Occupé (TPO).

Ces violations des droits de l'Homme constituent clairement une infraction à l'article 2 qui impose aux parties à l'Accord le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques comme élément essentiel de l'Accord.

Nous condamnons sans équivoque toutes les violations du droit international, dont les meurtres de civils et nous appelons les autorités concernées à enquêter à ce sujet sans délai.

Ce qu'il se passe à Gaza est une « crise de l'humanité », comme l'a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. La guerre menée actuellement par Israël à Gaza a causé des pertes

civiles massives, la destruction massive d'infrastructures civiles et le déplacement forcé de la population à plusieurs reprises. La plupart des hôpitaux ont été bombardés et détruits par Israël et les équipes médicales tuées. La population de Gaza est confrontée à une immense souffrance, à la famine et aux maladies contagieuses, du fait des attaques continuelles et du blocus exercé par Israël sur la nourriture, l'eau, le carburant, les médicaments et l'aide humanitaire. Les enfants, parmi d'autres groupes vulnérables, ont été particulièrement affectés et de façon dévastatrice.

Le 26 janvier 2024, la Cour de Justice Internationale (CIJ) a jugé que la conduite d'Israël à Gaza constituait un risque de génocide et a ordonné à Israël de prendre des mesures pour l'empêcher. Le 28 mars, la CIJ a de nouveau donné l'ordre à Israël de mettre en œuvre ces mesures préventives. Le 24 mai, la CIJ a donné l'ordre à Israël de cesser immédiatement son offensive militaire à Rafah et d'ouvrir le passage de Rafah pour permettre que la fourniture de services et d'assistance se fasse sans encombre.

[...]

Pour lire [la suite de l'appel européen...](#)

Pour compléter, vous pouvez lire :

- [**l'appel européen sur le site de la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine \(anglais\)**](#)